



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/LE-MIRAGE-DE-L-INDEPENDANCE>

Le mirage de l'indépendance

- Politique québécoise - Politique -



Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

30 Novembre 2017

D'emblée, précisons que je ne suis pas contre l'indépendance du Québec. La création d'un État indépendant, séparé du reste du Canada, pourrait effectivement être une stratégie intéressante pour réaliser un projet de société démocratique et égalitaire.

La question qui se pose en ce moment est toutefois différente : est-ce que la gauche devrait considérer l'indépendance du Québec comme une finalité ? Et est-ce que la promotion de l'indépendance est la meilleure stratégie pour réaliser notre projet de société ?

L'indépendance d'un État ne garantit pas sa souveraineté

Pour légitimer l'indépendance, [Simon Tremblay-Pépin](#) souligne que « nos aspirations ne pourront être pleinement réalisées au sein du carcan fédéral », car plusieurs projets importants pour la gauche sont de juridiction fédérale, et les ressources nécessaires à leur réalisation requièrent le rapatriement complet du pouvoir de taxation.

[Ludvic-Moquin Beaudry](#) va dans le même sens en affirmant que « Transition écologique, renouvellement du pacte avec les Premières nations, réformes démocratiques radicales, renégociation des accords de libre-échange, souveraineté alimentaire, protection de la culture à l'heure du numérique... rien de tout cela (et bien d'autres choses encore) n'est possible dans le carcan constitutionnel canadien. » L'indépendance permettrait alors d'imposer un contrôle populaire sur « nos ressources naturelles » et sur « nos milieux de travail », de « refuser de se plier aux diktats du libre-échange » selon [André Frappier](#).

Cette posture présume que la réalisation de l'indépendance permettrait une pleine souveraineté de la population québécoise pour réaliser un grand projet égalitaire. Pourtant, l'épreuve des faits démontre le contraire. La création d'un État indépendant n'est absolument pas garante d'une capacité accrue de contrôle par la population. Sur les 193 états indépendants reconnus par l'ONU, combien peuvent se targuer d'avoir réalisé une « transition écologique », des « réformes démocratiques radicales » ou de s'être émancipés des « diktats du libre-échange » ? La réalité, c'est que même un État indépendant reste hautement vulnérable au pouvoir des multinationales, des institutions financières et des puissances impérialistes.

Si un gouvernement de gauche venait à prendre le pouvoir au Québec, ce n'est pas l'État canadien ou les Anglo-Canadiens qui seraient les principaux opposants à l'implantation d'un programme écologique ou de redistribution massive des richesses. Ce serait les puissantes corporations canadiennes, américaines et internationales, toujours au rendez-vous lorsque vient le temps de défendre leurs intérêts. Il serait farfelu de croire qu'en déclarant l'indépendance, ces corporations perdraient soudainement leur influence. Et pensons également à la puissance des agences de cotations internationales, dont l'évaluation de la solvabilité d'un État - et donc la fixation du coût de son crédit - repose avant tout sur la conformité de cet État avec l'ordre néo-libéral. Et que dire aussi de notre élite économique bien québécoise ? Ce n'est pas parce qu'ils parlent français et habitent le Québec que les dirigeants de Couche-Tard, Jean-Coutu, Québecor et Bombardier seraient plus sympathiques à un gouvernement de gauche. Au contraire, la classe d'affaire québécoise est bien consciente de ses intérêts et, advenant la création d'un État indépendant, elle ferait tout en son pouvoir pour empêcher la réalisation des éléments les plus progressistes et s'accaparer le plus de pouvoir possible sur le nouvel État.

Rappelons d'ailleurs que, dans le cadre d'une économie capitaliste, l'économie d'un pays dépend largement de sa capacité à rester compétitif à l'échelle internationale pour attirer des investissements en capitaux et exporter des produits à haute valeur ajoutée. L'indépendance en tant que telle ne peut nous libérer des diktats du libre-marché.

La création d'un État à l'échelle du Québec est une question de stratégie

Certes, même si l'indépendance n'enlève pas les principaux obstacles à la réalisation d'un projet de gauche, elle enlève au moins le carcan constitutionnel canadien. Car on va l'admettre, la constitution canadienne protège le statu quo.

Or, cette situation est vraie pour tous les pays. Partout, les constitutions protègent les classes dominantes. Le Code civil du Québec, d'ailleurs, n'est pas moins favorable aux élites. Il va de soi qu'un projet social égalitaire et démocratique ne peut être réalisé qu'à condition de remettre en question ces carcans. Or, quelle est la meilleure stratégie pour transformer le cadre juridique ?

La vision 'instrumentale' de la souveraineté assume que la gauche ne prendra le pouvoir qu'au Québec, et devra donc faire l'indépendance, car le reste du Canada sera hostile aux transformations proposées. L'indépendance est donc perçue comme une proposition stratégique : il nous est plus facile d'entrevoir la prise du pouvoir au Québec et son accession à l'indépendance que la formation d'une alliance de gauche pancanadienne qui serait capable de prendre le pouvoir au niveau fédéral et de changer le cadre constitutionnel à partir de là.

Mais pourquoi assume-t-on que, d'ici à ce qu'un parti comme QS prenne le pouvoir, ce ne sera pas également le cas ailleurs au Canada ? Pourquoi assume-t-on que le Québec est le meneur incontesté de la gauche canadienne et que cette situation serait indépassable ? Il y a une dose de chauvinisme dans l'idée que les trois députés de Québec Solidaire à l'Assemblée nationale constitueraient une avance insurmontable. Alors que le [gouvernement ontarien augmente le salaire minimum à 15\\$/h](#), que l'Alberta est dirigée par un gouvernement néo-démocrate, et que [les néo-démocrates au pouvoir en Colombie-Britannique](#) gèlent les tarifs d'hydro-électricité, le supposé paradis social-démocrate du Québec continue de couper dans les services publics et de gouverner pour le patronat. Pire, les sondages donnent notre parti conservateur local - la CAQ - gagnante dans les sondages. Il n'est pas question de glorifier les autres provinces du Canada, mais plutôt de réaliser que le Québec n'est pas si loin à gauche du reste du Canada, et les derniers développements montrent plutôt une tendance inverse.

L'indépendance est une mauvaise stratégie

Si l'objectif est de rendre la société plus égalitaire, plus juste, plus démocratique et écologique, est-ce une bonne idée de lier le projet de gauche avec l'indépendance du Québec ?

D'abord, rappelons que l'indépendance est une question qui divise en elle-même. La politique québécoise est dominée par cette question depuis maintenant 40 ans. Or, les mots ont une charge symbolique et historique. Parler d'indépendance au Québec, c'est avant tout raviver l'imaginaire du nationalisme québécois, des René Lévesques, Jacques Parizeau et Lucien Bouchard, des référendums de 80 et 95 et de la loi 101. Quand on cogne aux chaumières, le mot indépendance est automatiquement associé aux patriotes, à la Saint-Jean, aux drapeaux du Québec, aux accords du Lac Meech, au FLQ, à la contestation de la Monarchie anglaise, à l'infâme déclaration sur « l'argent et le vote ethnique ». Si l'on souhaite lier le projet de gauche avec l'indépendance, on s'impose alors un double obstacle. D'une part, les non-indépendantistes vont avoir un a priori négatif face au projet parce qu'on le lie à l'indépendance. On parle tout de même d'au moins 60% de la population, dont une forte proportion de personnes racisées et migrantes qu'il est pourtant urgent d'inclure. D'autre part, faire la promotion de l'indépendance sur des bases sociales plutôt que nationales nécessite de redéfinir le contenu de l'indépendance en tant que tel. Sans cela, le projet sera automatiquement associé à son passé nationaliste.

Il y a donc un coût à associer le gauche à l'indépendance : cela nous force à défendre l'indépendance en tant que telle, à expliquer sa distinction d'avec le projet nationaliste, et cela nous décentre des enjeux principaux que l'on

souhaite traiter. On perd du temps, de l'énergie et on s'aliène des gens, dans un contexte où nos alliés sont trop peu nombreux et où l'horizon de réalisation à la fois de l'indépendance et d'un programme de gauche est encore lointain.

La gauche a plus de chance de devenir majoritaire et de prendre le pouvoir si elle se concentre sur les enjeux concrets qui préoccupent la majorité de la population et qu'elle met de l'avant un programme qui y répond clairement. Et si on doit préparer la population à une lutte, à une rupture, c'est de résistance face à l'élite économique dont on doit parler en priorité, et non de l'indépendance face au Canada. Cette élite, elle est québécoise, canadienne et états-unienne. Sa puissance est indifférente à la création d'un nouvel État, car elle repose sur autre chose : la propriété privée des entreprises et des capitaux.

Et si, une fois au pouvoir, la gauche se bute effectivement à la résistance d'un État canadien hostile, il sera toujours possible de légitimer l'indépendance sur la base de la mobilisation populaire que le programme de gauche aura suscitée.

Le nationalisme implicite de la position indépendantiste

Mais pourquoi les indépendantistes de gauche pensent-ils toujours l'indépendance à l'échelle du Québec ? Si l'indépendance est un moyen pour sortir du cadre constitutionnel qui impose le statu quo, ne pourrait-on pas la faire à l'échelle d'une région plus petite que le Québec ? La région métropolitaine de Montréal pourrait très bien être un pays - il en existe de bien plus petits ailleurs dans le monde. Ou en partenariat avec d'autres provinces ? Pourquoi ne pas proposer la création d'un pays progressiste avec les provinces progressistes du moment ?

Or, si l'on parle toujours de l'indépendance du Québec, c'est que même les propositions 'instrumentales' par rapport à l'indépendance sont implicitement nationalistes, en ce qu'elles proposent une séparation liée aux frontières historiques de la 'nation' québécoise.

Je ne nie pas qu'il existe effectivement un groupe de personnes vivant sur le territoire du Québec et s'identifiant à une nation québécoise. Or, la question qui se pose est : en quoi est-il politiquement intéressant de construire un état indépendant correspondant à cette identité ? Le lexique des défenseurs de gauche de l'indépendance révèle le nationalisme de leur position : [Jonathan Durand-Folco](#) parle de « libération nationale » et [Éric Martin](#) et [André Frappier](#) parlent « d'oppression nationale ». Mais en quoi la 'nation du Québec' est-elle plus opprimée que les habitant-e-s des autres provinces canadiennes ? C'est cette question qui se trouve au coeur du dernier texte de Céline Hequet et aucune réponse convaincante n'y a été formulée.

André Frappier a bien tenté de formuler [une réponse à cette question](#), mais la démonstration demeure faible. Il y parle du Québec inc comme d'une succursale du capital canadien et États-Uniens, comme quoi notre bourgeoisie locale ne serait qu'au service d'une bourgeoisie plus puissante. Mais on peut facilement constater que les classes capitalistes locales de chaque province, de chaque ville, de chaque État pourraient être qualifiées pareillement. Il y cite le Québec Bashing comme une preuve de domination culturelle et idéologique, mais il semble que ce phénomène soit désormais l'apanage de quelques hurluberlus avec une tribune, plus qu'une attitude largement répandue. Contrairement au racisme que vivent les communautés migrantes au Québec et ailleurs, les Québécois-e-s francophones peuvent circuler au Canada sans être ostracisés, discriminés, ou ciblés par les forces de l'ordre. Les nationalistes ont certes toujours quelques exemples spectaculaires à raconter, mais si l'indépendance est en perte de vitesse, c'est parce que cette discrimination à grande échelle ne fait plus partie du vécu des nouvelles générations.

Que l'on définisse la nation de manière 'identitaire' ou 'civique', la nation reste un découpage arbitraire d'une population sur un territoire. Et bien que les Français d'Amérique furent un jour conquis par les Anglais, il n'y a plus de

mécanismes coloniaux plaçant la population québécoise dans une position d'exploitation, de dépendance ou d'exclusion par rapport aux autres personnes canadiennes. Nous parlons une langue minoritaire, mais ce fait ne changerait pas après l'indépendance : nous serons toujours 6 millions de francophones parmi 300 millions d'anglophones à Amérique du Nord. Et contrairement aux peuples autochtones d'Amérique ou au peuple palestinien, nous ne sommes pas juridiquement considérés comme citoyens de seconde zone, et nous ne sommes pas régulièrement expropriés des terres que nous habitons par un État colonial au bénéfice d'une population distincte. Il n'y a pas d'antagonisme fondamental entre la Torontoise ménagère, le fonctionnaire de Vancouver, l'Albertain dans les cuisines du McDonald et l'agricultrice québécoise. Tout au plus, il y a une barrière linguistique et une distance en termes de référents culturels liés à la consommation de produit culturel distinct. Il y a un certain chauvinisme de part et d'autre, mais c'est une bien mauvaise base pour un projet de société.

La solidarité comme projet

Si c'est la justice sociale qui nous tient à cœur, alors nous ne devrions pas nous battre pour les « nôtres » seulement. La vaste majorité des travailleurs et des travailleuses dans le reste du Canada vivent les mêmes problèmes que les gens du Québec et nous avons les moyens de bâtir des solidarités concrètes pour affronter l'élite économique et l'État canadien. Si, en cours de route, la gauche ne se développe pas à la même vitesse partout, rien ne nous empêche d'adopter une stratégie de rupture avec le cadre constitutionnel, en fonction des endroits géographiques où la résistance est le plus solide. Mais d'ici là, il serait largement préférable de bâtir des liens pour affronter le statu quo à l'échelle canadienne et internationale plutôt que d'espérer la réalisation de ce projet pour le territoire du Québec seulement.

La pleine réalisation d'une réelle transition écologique dépend avant tout d'une vaste alliance internationale progressiste, car la lutte au changement climatique ne peut se gagner au Québec seulement. Il en va de même pour la lutte contre la puissance des multinationales et les « diktats » du libre-échange, les paradis fiscaux, les guerres impérialistes, la subordination économique des pays de la périphérie, etc.

À moins d'être nationaliste, et d'accorder une valeur en soi à la réalisation d'un pays pour sa nation, l'indépendance n'est qu'un moyen parmi d'autres. Une stratégie valable dans le contexte où la gauche serait proche du pouvoir au Québec, face à un État canadien hostile et devrait s'en sortir rapidement pour consolider certaines réformes structurantes. Un Québec indépendant pourrait être une base temporaire pour tisser des alliances internationales. Mais cette indépendance n'a que peu de valeur sans une stratégie plus large, et cette stratégie plus large pourrait se passer de l'indépendance. Dans cette perspective, la gauche devrait se concentrer sur l'essentiel : la lutte pour une justice sociale, pour l'égalité, pour la démocratie, pour l'émancipation face aux structures de domination et d'exploitation. La priorité devrait être l'organisation d'une résistance face aux élites politiques et économiques. Au Québec et ailleurs, solidairement.